

Toutefois, il serait illusoire d'espérer que les investissements vont nous suffire à financer la croissance et le développement socio-économiques. Qu'en est-il de l'aide extérieure? Les experts ont longuement écrit au sujet du lieu entre l'aide extérieure et la dépendance. Les gouvernements ont vécu cette expérience. Je citerai ici les propos que le premier ministre de mon pays a tenus dans son allocution à la session spéciale de la CEPALA qui s'est tenue au Mexique au mois de janvier dernier : "Dans la mesure où l'aide est pour nous un moyen de combler le déficit pendant que nous rassemblons nos forces, nous pouvons en faire un objectif pratique de notre stratégie de développement." Certes, les perspectives d'accroissement de l'aide extérieure sont à l'heure actuelle assez sombres, mais nous devons continuer de chercher à obtenir en la matière les meilleures modalités et conditions possibles.

Nous devons également nous efforcer d'accroître notre accès aux institutions financières multilatérales, à des conditions qui ne nous imposent pas des coûts sociaux trop importants et qui ne soient pas contraires aux buts recherchés. Il est de plus en plus manifeste que les pays débiteurs sont incapables de régler seuls leur problème d'endettement et qu'ils doivent confronter leurs expériences respectives à cet égard. De toute évidence, la constitution d'un cartel de débiteurs n'est pas la solution, mais il reste que nous devons collaborer si nous voulons sensibiliser ces institutions à nos problèmes d'ajustement.

Toute stratégie de développement, si efficace soit-elle, est vouée à l'échec sans la paix et la sécurité. Par conséquent, nous devons faire du règlement des problèmes socio-politiques qui engendrent discorde, violence et instabilité l'une de nos priorités. Nous devons faire respecter les droits civils et politiques et, dans les limites autorisées par notre économie, permettre aux populations de nos pays de bénéficier et de jouir de leurs droits économiques, sociaux et culturels. En effet, le bien-être du peuple doit être en tout temps notre objectif ultime.

Notre politique extérieure doit rester inspirée par le principe des rapports de bon voisinage avec tous les États, en particulier ceux de notre région, ainsi qu'avec les puissances régionales influentes, et elle doit reposer sur le respect et la confiance mutuels, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, sur la non-ingérence dans les affaires internes des autres États et sur d'autres principes des Nations-Unies. Nous devons mettre l'accent sur la nécessité de parvenir à un règlement négocié des conflits, notamment ceux qui font rage dans notre région. Nous devons continuer d'appuyer les initiatives telles que celle du groupe de Contadora, initiatives dont l'objet est d'apporter aux conflits une solution régionale et pacifique, afin de minimiser ou d'écarter le risque de les voir prendre les caractéristiques d'une guerre froide. Tout en nous efforçant de tirer parti des accords conclus sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, nous devons faire l'impossible pour garantir l'adhésion universelle au traité de Tlatelolco et le respect de ses dispositions. Enfin, il